

Drogues et Politiques dans les Amériques

De la « guerre à la drogue » à la régulation de la production, du commerce et des usages des psychotropes

11-12-13 avril 2018

Maison de l'Argentine – EHESS – Maison de l'Amérique latine
Paris

11 avril 2018

Maison de l'Argentine, 27 A Boulevard Jourdan, 75014 Paris

Première journée : Genèses et enjeux des régimes prohibitionnistes

9h30 : *Accueil des participants*

Ouverture par Alessandro Stella

Session 1 : Généalogie et histoire locale des régimes prohibitionnistes

Moderatrice : Mariana Broglia de Moura

10h-11h10 :

François-Xavier Dudouet : « Pourquoi la "drogue" n'est-elle pas interdite ? Genèse et développements de la politique internationale des drogues »

Selon les rapports de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, la consommation de médicaments contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes est devenue aux États-Unis la première cause de mortalité par blessure devant les décès par héroïne, et même devant les accidents de la circulation routière. Si la "drogue" est vraiment interdite comment se fait-il qu'elle se retrouve dans des médicaments causant une telle vague de décès ? Nous nous proposons dans cette communication de revenir sur la croyance en la prohibition de la "drogue". En étudiant la genèse et le développement du contrôle international des drogues nous montrerons que la "drogue" n'est pas prohibée mais contrôlée. Ce qu'établit le droit ce n'est pas un régime prohibition mais une séparation entre des usages légitimes (médicaux) et des usages non légitimes (non-médicaux). Cela explique que l'on puisse se procurer de la "drogue" tout à fait légalement et en mourir sans jamais enfreindre la loi. Loin de favoriser la compréhension du phénomène "drogue", la croyance en la prohibition ne fait que dissimuler les usages licites des stupéfiants et des substances psychotropes et, avec eux, la possibilité d'une véritable remise en cause des politiques les concernant.

Henrique Carneiro : « La formation du prohibitionnisme des drogues au début du 20ème siècle au Brésil »

Le système international d'interdiction de certaines drogues a été établi par un ensemble de traités initiés avec la Convention de l'opium de 1912 et qui ont jusqu'ici régi la légalité ou non des substances psychoactives. Cependant, chaque pays a eu un développement spécifique des arguments et des formes de contrôle social qui ont été établis pour interdire certaines substances.

Le Dr Rodrigues Dória, ancien président de l'État de Sergipe, a présenté en 1915 au deuxième Congrès scientifique panaméricain la thèse que la marijuana était l'opium du Brésil et que, comme cela s'était passé en Asie, elle était devenue une vengeance des anciens esclaves contre leurs anciens maîtres en les asservissant à cette plante.

Cette thèse, développée par une tendance eugéniste de la psychiatrie brésilienne, est devenue dominante dans la stigmatisation de la marijuana en tant que «poison d'origine africaine», dangereux pour la santé publique et pour le développement du pays.

Cette présentation cherchera à localiser et à résumer la plus récente historiographie brésilienne sur l'histoire de la prohibition de la marijuana et les représentations sociales qui ont été associées à cette plante tout au long du 20ème siècle.

11h10-11h20 : *pause café*

11h20-12h30 :

Thomas Grillot : « L'alcool comme problème social après la fin de la prohibition fédérale en pays indien aux États-Unis »

La communication portera sur la fin de la prohibition fédérale de l'alcool en pays indien aux États-Unis à partir de 1953. Elle examinera la reproblématisation de la consommation d'alcool dans les réserves entre les années 1950 et 1980. L'abolition relativement consensuelle de la prohibition d'alcool en pays indien en 1953 n'a pas été suivie d'une libéralisation claire de sa vente ou de sa consommation. Au contraire, l'accès facilité des populations amérindiennes aux substances alcooliques s'est accompagné d'un renforcement de la lutte anti-alcoolique qui a renouvelé les contrôles comme la stigmatisation. L'abolition de la prohibition apparaît dès lors moins comme une rupture radicale que comme une redéfinition d'un "problème" qu'elle ne fait pas disparaître. Repensé au carrefour de problématiques de maintien de l'ordre, de santé publique, de morale collective et individuelle, de contrôle social, et de souveraineté indienne, l'alcool émerge dès les années 1960 comme "problème n°1" dans de nombreuses sociétés des réserves, et cette caractérisation survit à la généralisation de la consommation massive de drogues "dures" à partir des années 1980. La communication proposera des pistes de compréhension de cette continuité en examinant trois "terrains" de cette redéfinition : constitution interethnique d'expertises sur les consommations indiennes ; discours historique indien sur les responsables du problème de l'alcool; luttes autour de l'octroi de licences de vente d'alcool dans les réserves.

Lucas Endrigo Brunozi Avelar : « Ideology of black drunkenness (Rio de Janeiro, 19th century) »

This research focuses on the ideology of black drunkenness in Brazil during the colonial and imperial period. Since the middle of 17th century the use of alcohol by Africans slaved was described by settlers as a dangerous attitude. In the 18th century the Portuguese Crown hesitated between accepting or prohibiting the alcohol use by the black population. There was a belief that *aguardente* (sugar cane spirit) stimulated work but there was also the fear that its consumption would provoke disorders in colonial society.

All along the 19th century this ideology was promoted by the Imperial Institutions. José da Silva Lisboa (Cairu Viscount), continuing with the traditional Portuguese moralism which despised drunkenness, and opposed to the spreading of French revolutionary ideas, produced a moral handbook listing what should be the acceptable behaviors for the population of the new Empire established in Brazil. His *Moral Constitution and citizens duties* (1824) tried to reconcile liberal economic exigencies with the legal obligations of the recently issued Constitution in a slavery society. In 1830, public drunkenness and the use of marijuana cigarettes were prohibited.

This kind of "alcohol theory" was used in different places and for different aims until the end of 19th century. Focusing on Rio de Janeiro which had been made the capital of the Brazilian Empire, my research focuses on the forms, functions and the diachronic variations of this ideology as well as the contexts in which this ideology appeared during slavery in Brazil. For this presentation I will try to identify the context

and the social classes' interests concerning this ideology to understand how the alcohol was described by authorities and used by the African slaves during the first half of 19th century.

12h30-13h : *discussion collective*

13h-14h30 : *pause déjeuner*

Session 2 : Formes d'organisation sociale, économique et politique autour de la prohibition

Modératrice : Sabine Guez

14h30-15h40 :

Marie-Esther Lacuisse : « L'instrumentalisation du développement alternatif dans la politique internationale de lutte contre les drogues : d'une politique locale de pacification au Pérou à un instrument de la politique répressive à l'encontre des producteurs en Bolivie »

Cette communication propose de sortir le développement alternatif de sa définition institutionnelle et internationale en tant que nouvelle approche de la lutte contre les drogues par une aide au développement rural aux pays producteurs de matières premières des substances stupéfiantes (feuilles de coca et opium), tel que promue par les Nations unies, en 1998. Elle souhaite revenir sur les voix latino-américaines et plus spécifiquement péruviennes qui ont porté le concept de développement alternatif à la fin des années 1980 et montrer les déformations de l'usage du terme dans la politique internationale de lutte contre les drogues. Dans ce cadre, cette communication rétablira le fait que le concept a émergé pour répondre à la problématique de la pacification de la violence de zones de production de coca en guerre au Pérou, pour être ensuite instrumentalisé au service de la lutte contre les drogues par la communauté internationale, en particulier par les États-Unis qui ont conditionné l'aide au développement aux producteurs à l'arrache de leurs champs de coca en Bolivie. Cette communication est ainsi plus largement une proposition de réécriture de l'histoire de la politique de lutte contre les drogues depuis les pays producteurs.

Andrés Góngora : « Pharmacopée politique. Une ethnographie de la lutte contre la prohibition et pour la libération de la marijuana en Colombie »

La « guerra a las drogas » en Colombie n'est pas seulement un dispositif postcolonial. Elle a aussi eu un grand nombre d'alliés intérieurs tout long de l'histoire (Thomas Szasz les appelle les agents locaux de la « croisade contre la drogue ») ainsi que des réponses diverses venant des acteurs qui disputent à l'État et à l'industrie pharmaceutique le pouvoir de produire, de négocier et d'utiliser des plantes à potentiel psychoactif. J'ai réalisé un travail de terrain entre 2013 et 2016 dans plusieurs villes de Colombie. Ma communication portera sur la manière dont les arguments qui sous-tendent l'ensemble de symboles, de matérialisations et de performances qui constituent ce qu'on appelle l'« anti-prohibitionnisme » se situent aux frontières qui se tissent au croisement de l'économie, de la morale, de la science et de la politique. Il faut ajouter que ce sont les acteurs sociaux eux-mêmes qui marquent et effacent en permanence les limites de ces frontières pour justifier leurs visions du monde face au contrôle des systèmes d'échange ainsi que des valeurs de vie et de liberté. Pour explorer ethnographiquement « l'anti-prohibitionnisme », je suivrai le chemin parcouru par la marijuana (*Cannabis sativa*, *Cannabis indica*) et ses défenseurs. Je montrerai l'importance que la question du cannabis a prise dans les débats actuels sur les droits individuels, les politiques publiques, la recherche scientifique, l'ouverture de nouveaux marchés et la structuration des collectivités. Je considère que la lecture anthropologique de ces luttes est très importante pour mieux comprendre les formes contemporaines de gouvernement et l'élaboration de causes politico-morales à différents niveaux. Ces luttes cherchent à attribuer une valeur soit médicinale, soit mystique, soit récréative, soit destructrice à certaines plantes et molécules.

15h40-15h50 : pause café

15h50-17h30 :

Andrés Rolandelli : « Apuntes para pensar al narcotráfico como un hecho social total »

The following work addresses the phenomenon of drug trafficking in light of the concept of "total social fact". Of Maussian inspiration, it allows us to think about the totality of a process in light of a particular fact. This approach is relevant to drug trafficking, not only because of its holistic nature, but also because it presents itself as a particular type of exchange. Its specificity lies in the fact that the valorization of the commercialized goods that are drugs is based on induced forms. These are the ones that, just as the "gift" in the archaic exchanges analyzed by Mauss, operate as the particular that allows to illuminate a totality.

In this way, the sociological analysis of these total social facts that are the "induced forms of valorization", is a privileged entry door that allows not only to account for the elements that make up the drug trafficking phenomenon, but also for the conditions of possibility that exceed it. All of these dynamics make up a network of global character, whose most distinctive feature is to ensure a reproduction of the capital at an unprecedented scale.

Adèle Blazquez : « Cultiver « la petite plante ». Rapports sociaux autour de la répression du pavot à Badiraguato, Sinaloa (Mexique) »

Cette communication s'intéresse aux rapports sociaux autour de la production de pavot, sa criminalisation et sa répression dans une municipalité montagneuse du Nord-Ouest du Mexique. Elle se base sur une enquête ethnographique de 18 mois dans la municipalité de Badiraguato située dans l'État du Sinaloa, aux frontières des États du Durango et Chihuahua. Dans un premier temps, à travers les trajectoires familiales de certains de mes interlocuteurs, ma communication inscrira cette production dans le contexte économique local, en interrogeant notamment l'articulation entre l'imposition progressive de la culture du pavot dans la zone et le processus de marginalisation de la municipalité – économique, politique et d'infrastructure – dans le contexte des opérations de répression des années 1970-1980. Dans un second temps, je décrirai certaines manifestations de la répression à la fois dans les pratiques concrètes de protection des cultivateurs et dans les rapports de production. Il s'agira d'une part d'exposer la prise en compte des opérations de destruction comme un des aléas (ou « plaie ») de tout travail agricole par les cultivateurs ; d'autre part, de saisir la manière dont les menaces liées à la répression révèlent, voire accentuent, les rapports de domination à l'intérieur des hameaux. Enfin, je conclurai sur certaines des contraintes posées par la criminalisation de la principale source de revenu au sein des familles. Je m'intéresserai en particulier à la gestion de l'incertitude dans le cadre des économies familiales et au poids de la qualification de « criminelle » dans les horizons et les projections de mes interlocuteurs.

Adam Baird : « When White-Collar Trafficking Keeps Drugs off the Streets: understanding gang violence in Belize City »

In recent years Belize has been beset with booming gang violence, driving the murder rate upwards, making Belize City one of the most dangerous in the world. This rise in violence occurred in the late 1990s as drugs began to flow through Central America, including Belize, as trafficking routes from South America were shut off through the Caribbean Sea. It is intuitive to think that a form of 'drugs trickle-down' is responsible for the new violence in the country. However, the majority of internationally trafficked drugs have been kept away from street gangs, and are smuggled through the country by nefarious white-collar criminal activity with connections to political elites. Based on original empirical research funded by the British Academy and the Leverhulme trust, this paper explores the connections between drug flows and street violence, and asks what the implications are for drugs policy.

17h30-18h30 : *Discussion collective et conclusion de la journée*

12 avril 2018

EHESS, Amphithéâtre François-Furet, 105 Bd Raspail, 75006 Paris

Deuxième journée : Politiques, violences et sociétés enfantées par le régime prohibitionniste

9h30 : *Accueil des participants*

Session 3 : Expériences, violences, imaginaires liés à la « guerre contre les drogues »

Modératrice : Chiara Calzolaio

10h-11h10 :

Charles Capela : « Antidrogue et coopération sécuritaire régionale. Le relais stratégique colombien »

Il s'agirait d'étudier les modes et effets du compromis stratégique sur lequel repose le « partenariat » sécuritaire entre Bogota et Washington formé dans le prolongement du Plan Colombie : consentant à l'asymétrie d'une relation utile au renforcement de l'état de droit sur son territoire national et bénéfique à son influence diplomatique, la Colombie participerait à la configuration d'un espace – fragmenté – de sécurité régional par l'exportation de son expertise (en partie façonnée par les conseillers états-uniens) en matière de lutte contre le narcotrafic, permettant ainsi aux Etats-Unis d'y conserver leur emprise stratégique à moindre coût (géo)politique et financier. Les problématiques liées à l'actualisation et à la diffusion des doctrines et des pratiques de sécurité, aux relations civilo-militaires, à la question du contrôle territorial et à la dimension transnationale des menaces identifiées et des moyens de les neutraliser, notamment, seraient croisées pour mettre l'évolution du modèle de contrôle des stupéfiants en perspective avec l'impératif sécuritaire déterminant (encore) la politique répressive d'interdiction des drogues comme instrument d'expansion de puissance.

Ignacio Alvarado : « Forced disappearance after Mexico's dirty war »

On December 29, 2009, Nitza Paola Alvarado Espinoza, Rocío Irene Alvarado Reyes and José Alvarado Herrera were detained by soldiers in Benito Juárez, Chihuahua, Mexico. Nobody has heard from them since then. The relevance of this case, beyond gathering evidence of forced disappearance, is that it offers an alternative portrait of the "war on drugs", undertaken by the federal government since 2007. From personal work in the field, interviews, figures and official documents collected over a decade, solid arguments can be raised to question, and even refute, the narrative constructed by the state around the war against organized crime. What comes into view is a violent strategy aimed to deconstruct the social and political system of specific regions.

11h10-11h20 : *pause café*

11h20-12h30 :

Sara León-Spesny : « Pacification as a new strategy in the war on drugs : some notes of an ethnography of the military police in Rio de Janeiro »

The Pacifying Police Unit (UPP) in Rio de Janeiro was set up to 'recover' favelas that were 'lost' to 'the traffic' –o tráfico-. The goal in itself did not mention drug trafficking repression, the explicit goal until then for engaging in the favelas within the framework on the war on drugs. Instead it focused on maintenance of peace and public tranquility as prerequisites for citizenship. However the war on drugs is an imperative of the pacification even in a context of proximity policing because it goes hand in hand with armed, traffic gangs. The efforts of the UPP to repress drug trafficking are intensive and routine. In a practical sense this repression consists in individual actions but also in a constant surveillance of the development, events,

daily and social life in the community. Policing with such closeness (as opposed to the traditional invasions - *invasões*) is carried out through stereotyping and discriminatory practices that function whether condemning or protecting residents, classifying them in two distinct groups, those associated to *o tráfico* and those who are not. In this sense, the UPP has a paradoxical effect: while on the one hand it seeks legitimization with the familiarity of patrols and social initiatives, on the other hand it delegitimizes police work when soldiers engage in social classification of residents and act with overt violence. This paper is based on a yearlong ethnography at a UPP Station in a favela following the daily life of foot patrols and focusing on the experiences of soldiers. The presentation will be organized in two moments: the first one presents some of the main findings regarding the daily life of the Station when related to the war on drugs and policing strategies. The second one focuses on some methodological challenges of carrying observations in a historically closed institution that does not necessarily welcome an outside view and where gender differentiation becomes epistemologically relevant for ethnography.

Anaís Medeiros Passos : « Nosotras sí vamos : militares, traficantes e segurança pública en Tijuana »

Often related to the trafficking and consumption of illegal drugs in collective thought, criminal violence has been politicized since democratic transition started in many Latin American countries. After former President Felipe Calderón deployed armed forces to combat “organized crime and drug trafficking” in Mexico, the border city of Tijuana was the site of several military operations from 2007 to 2012. Based on interviews with civilians and military actors at a close distance from decision-making, implementation or supervision of such policies, this paper seeks to identify the practices that were implemented by them. Initially motivated by a deep distrust of police forces by business and middle classes (who were being victims of kidnapping), “Operativo Conjunto Baja California” included “purging” local police forces, installing military checkpoints in the urban landscape and adopting a “mano dura” for arresting criminals allegedly associated with drug cartels in the city. With widespread popular support, such initiatives included the nomination of a lieutenant colonel as head of the local police. Accordingly, the objective of this presentation is to grasp the meanings of “militarization of public security”, as well as its consequences for residents in a context of drug prohibition.

12h30-13h : *discussion collective*

13h-14h30 : *pause déjeuner*

Session 4 : Entre criminalisation et réduction des risques

Modérateur : Edgardo Manero

14h30-16h10 :

Lorenza Biancarelli : « Les incidences psychiques des violences du politique : quand le corps ‘crack’ »

Bertha Zangroniz Calvo, Karina Parra Yusina : « Programa Nacional Integral de Prevención del uso Indebido De Drogas » (Cuba)

Silvia Inchaurreaga : « Drugs and public policies in contemporary Argentina. Avatars of the subject between pathologization and harm reduction »

The catastrophic impact of “the War on drugs”, its effects on human beings, on social, empiric and psychic life require a multidimensional and interdisciplinary approach. Why do societies see drugs as *the* cause of problems, drugs as the contemporary enemy, and legislative, police and military interventions as the answer? How is the human drive (“*trieb*”) for self-aggression and annihilation related not only to wars or drugs but also to “the War on drugs”?

In contemporary Argentina, the official drug policy is still focused on the substances of consumption and the need to solve the problem concerning abstinence and penalty in the sanitary and legislative fields respectively. Despite the new Mental Health Law, according to the official approach and the hegemonic social ideas, the subject who uses drugs deserves stigma as well as confinement in *rehab*-centers and jails . We propose to focus on the current debate between *zero-tolerance*, punishment and stigma and drug policy reform and tolerance towards drug users in Argentina. Case analysis include Argentina's persecution of drug users and the marginalization issues associated with the figures of *children-soldiers* and *narco-mules* at the borders. These interventions increase the vulnerability of populations already vulnerable as well as other individual and social damages.

The harm reduction model related to drugs is still rejected as is the proposal to give up the habit of thinking of drugs as enemies and thinking of the drug using population as citizens without rights.

Social sciences and psychoanalysis, connecting different fields, will bring together concepts and themes which can serve as future cornerstones of drug public policies' studies and narco scenarios in Latin America.

16h10-16h20 : *pause café*

16h20-17h30 :

Romain Paumier : « Qui donne quoi et à qui ? Évolutions et enjeux de la distribution de matériel de consommation dans les organismes communautaires à Montréal »

Cette communication repose sur une ethnographie effectuée entre mars 2017 et août 2018 à Montréal, dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie. Elle comprend près de 18 mois d'observation participante dans plusieurs dispositifs d'intervention communautaire de première ligne (des sites fixes d'intervention et de distribution de matériel, et un programme d'implication sociale et d'action communautaire destiné à des pairs), et des entretiens semi-directifs avec une quarantaine d'acteurs du milieu (intervenants, usagers, pairs aidants, personnel infirmier, coordonnateurs des programmes, direction des organismes communautaires, syndicat des intervenants communautaires, acteurs de la santé publique). L'objet de cette communication est de comprendre comment l'intervention sociale de première ligne, comme institution, adopte, emploie, écarte ou transforme son mandat d'action, et comment elle intègre les redéfinitions externes de son champ d'expertise et de ses modalités d'intervention. Au cœur de la mission de la réduction des méfaits et des pratiques d'intervention, les enjeux liés au matériel de consommation seront explorés à partir de trois questions complémentaires : quelles sont les populations et les pratiques ciblées (élargissement des caractéristiques des personnes utilisant ce type de dispositifs), qui peut les distribuer (recomposition de la hiérarchie des expertises des acteurs), et enfin que peut-on distribuer ou non (comment un objet de consommation devient-il un objet de réduction des méfaits). Je propose ainsi d'étudier comment et par quels leviers, l'intervention distingue-t-elle les consommations problématiques de celles qui ne le sont pas, et comment la diversification des usagers, des pratiques et des produits, transforme les manières de faire de la réduction des méfaits au quotidien.

Julio Delmanto : « A proibição e suas contestações : drogas, contracultura, antiproibicionismo e redução de danos no Brasil »

A partir das pesquisas desenvolvidas em meu mestrado, sobre drogas e esquerda no Brasil, e em meu doutorado, que trata das relações entre psicoativos e contracultura no país nos anos 1960 e 1970, essa apresentação traçará um histórico das políticas de drogas no Brasil. A partir disso, apresentarei como as pessoas identificadas com a contracultura dos anos 1960 e 1970, quando o país era regido pela ditadura militar, em suas relações com as drogas influenciaram e mesmo prefiguraram algumas reflexões e proposições dos posteriormente surgidos campos dos chamados antiproibicionismo e da redução de danos, sendo estes os principais vetores de contestação ao ordenamento legal e social pregado e executado pelo

que se convencionou chamar de proibicionismo, conjunto de ideias e práticas que balizam as políticas de drogas de boa parte do planeta, por mais que isso esteja cada vez mais em xeque.

17h30-18h00 : *discussion collective et conclusion de la journée*

13 avril 2018

Maison de l'Amérique latine, 217 Boulevard Saint Germain 75007 PARIS

Troisième journée : Les nouvelles politiques des drogues

9h30 : *Accueil des participants*

Session 5 : *Nouvelles pistes de régulation du marché et de la consommation de drogues*

Modérateur : Béchir Bouderbala

9h30-11h10 :

Deborah Alimi : « Des fumigations aériennes aux routes du "développement territorial" : le Programme national intégral de substitution de cultures à usages illicites en Colombie ou les contradictions d'une "vision nouvelle" »

Alors que certains pays s'essaient à la rupture, les instigateurs de la « solution aux drogues illicites » négociée à la Havane à l'automne 2016 aspirent à « corriger les erreurs passées ». Le Programme national intégral de substitution de cultures à usages illicites – premier volet de cette solution colombienne – en est un exemple. Reprenant les formules du développement alternatif, le Programme entend ajuster les déséquilibres de cette mesure archétypique de la « guerre à la drogue » vivement critiquée. Dans la lignée des débats onusiens sur la thématique, la reformulation colombienne est présentée non plus comme un outil de réduction de l'offre, sinon aussi un jalon stratégique d'une politique nationale de « développement territorial, intégral, durable ». Le déploiement de projets pilotes dans 13 des 40 municipalités ciblées laisse toutefois déjà entrevoir des contradictions sur le terrain. En interrogeant la notion revendiquée d'alternative, il s'agira à partir de cette étude de cas, de saisir dans quelle mesure cette « nouvelle politique » constitue une transformation stratégique du modèle historique punitif de lutte contre les drogues en Colombie et participe plus largement d'un recadrage référentiel et d'une réorganisation institutionnelle de la gestion des drogues.

Luís Rivera Vélez : « La régulation du cannabis médicinal en Colombie. Une alternative à la prohibition ? »

Alors que la question de l'utilisation thérapeutique et médicale du cannabis est entrée sur l'agenda de la grande majorité des pays latino-américains, la Colombie s'est positionnée comme le pays à avoir le mieux régulé ce nouveau secteur économique et sanitaire ; notamment parce que la législation s'est présentée comme (1) une réponse aux besoins médicaux des malades pouvant utiliser le cannabis, (2) une alternative économique avec le développement d'une nouvelle industrie attractive pour des investisseurs internationaux, et (3) une politique de développement social, notamment dans des zones périphériques du pays, vu que les producteurs anciennement illégaux pouvaient désormais entrer dans la légalité.

La régulation du cannabis médicinal est donc la politique phare d'un pays qui se positionne internationalement comme le défenseur d'une nouvelle approche de la politique des drogues, notamment à l'ONU. Mais quid entre le discours et la pratique ? Cette communication cherche à montrer que, la politique de régulation du cannabis médicinal en Colombie continue à reproduire des logiques présentes dans le régime de prohibition, à savoir, la création d'un marché des produits dérivés, contrôlé par les entreprises pharmaceutiques des pays du nord. Ainsi, l'ouverture du marché du cannabis a profité

principalement aux entreprises étrangères, et l'accès aux médicaments est très limité encore. Basée sur une recherche de terrain auprès des autorités gouvernementales, des parlementaires, des activistes en faveur de la réforme de la politique des drogues, des producteurs, des médecins, et des usagers (patients), nous affirmons que malgré une volonté politique de « changer le paradigme » de la prohibition, la Colombie ne fait que l'améliorer à la marge.

11h10-11h20 : *pause café*

11h20-12h30 :

Matthew Bishop : « Pioneers Take Arrows, Settlers Take Land: The Cannabis “Green Rush” in the Modern American West »

The legalization of cannabis for both recreational and medical use in a number of US states has been widely welcomed by opponents of prohibition, including patients, medical professionals and advocates of criminal justice reform. Much of the emerging academic literature in this vein has been produced by criminologists, medics working on public health issues and legal scholars, as well as a handful of economists stressing the broad benefits gleaned from regulated cannabis markets, particularly in terms of public goods such as reduced criminality and incarceration, access to medicine, generation of tax revenue, and reform of a judicial system in which cannabis charges, convictions and their disastrous consequences are disproportionately suffered by the most vulnerable. Yet relatively few political scientists – whether those in public policy or political economists - have taken the issue seriously. This is a significant oversight, since there exist glaring contradictions and tensions between state-level legalisation and ongoing federal prohibition that produce malign effects which are distributed in an uneven – and arguably discriminatory – fashion, in many ways mirroring and reproducing the inequities of that which came before. This paper consequently illustrates how, despite justified excitement at the ending of a prohibitionist regime that frequently criminalised the vulnerable, the poor and the non-white, we can nevertheless identify a discernible pattern of 'regulatory dispossession' that reflects familiar patterns of resource enclosure that once characterised the history of the American West. The distributional gains from cannabis regulation are skewed in favour of the powerful in often painfully racialised ways: it creates new markets and possibilities for accumulation which are generally captured by the 'settlers' who have access to different forms of capital, while simultaneously excluding many of the cultivators and dealers who, as 'pioneers', took enormous risks in building the cannabis industry in the first place under prohibition.

Anne Philibert : « Inventer les règles du marché du cannabis : quelles opportunités pour étendre les frontières de l'inclusion sociale ? »

La récente mise en place d'un nouvel instrument de l'agir public dans les politiques drogues, la régulation de l'accès au cannabis récréatif en Uruguay et dans huit Etats aux Etats-Unis, est un moment privilégié pour rendre compte d'un registre symbolique du politique, qui définit les formes légitimes et légales de l'inclusion sociale, à l'intersection avec un registre opérationnel et concret des formes d'organisation de la vie sociale. L'axe privilégié dans cette contribution sera d'identifier la prise en compte des discriminations et des différences dans la mise en place d'un modèle alternatif de régulation du cannabis, faisant suite au régime prohibitionniste qui participe à un système d'oppression auprès des usagers et des producteurs. Je propose d'observer plus précisément comment la volonté revendiquée de contribuer à des formes d'intégration sociale davantage inclusives des différences et des vulnérabilités par les acteurs sociaux impliqués dans la proposition de nouvelles formes d'organisation sociales s'applique dans la mise en œuvre de ce nouveau marché légal (la production et la distribution du cannabis).

Pour apporter une justice « réparatrice » aux communautés touchées de manière disproportionnée par la prohibition cannabis, plusieurs villes (Los Angeles, Oakland, Seattle) vont plus loin en créant des «

programmes d'équité » pour aider les personnes condamnées pour des délits relatifs au commerce illégal de cannabis à intégrer le marché légal. Elle intègre une critique des logiques capitalistes qui n'ont fait que reproduire les inégalités dont ont souffert certaines populations dans le régime de prohibition, et promeuvent ainsi une définition élargie de l'appartenance sociale qui s'étend aux groupes stigmatisés ou défavorisés. Des développements identiques prennent place en Uruguay, où des producteurs s'organisent pour faire valoir leur droit à intégrer le marché du cannabis médical, dans un contexte où les producteurs s'organisent pour faire valoir leur droit d'intégrer le marché du cannabis médical. La production et la distribution de cannabis et produits dérivés à usage médical à longterm ont été assurés par ces derniers à travers le marché noir. Je tenterai au fil de la communication d'examiner comment la création d'un nouveau marché lié au cannabis est un espace de réflexion singulier pour adresser des inégalités structurelles dans les communautés profondément impactées par les logiques de la prohibition.

Session 6 : Alternatives à la prohibition sur le terrain

Modératrice : Anne Coppel

14h30-16h10 :

Patrizia Carrieri : « Social and structural interventions accompanying cannabis legalization: a research project »

France is now the country in Europe with the highest prevalence of cannabis use, especially among the youngest. The French "street cannabis" contains a very high proportion of THC which can have in some cases a negative impact on mental health and education outcomes of youth. Moreover, drug (including cannabis) use is criminalized in France and incarceration for dealing cannabis or violence related to drug trafficking are extremely frequent and mainly concern young people living in specific low-income urban areas. In the last 15 years following a new law punishing recidivism, the prison population has increased by one third and this overpopulation together with low resources allocated to French prisons result in several health problems including high suicide rates among inmates.

For these reasons – prison overpopulation, steady cannabis use and trafficking despite the criminalization of its use – several players have started to offer models for cannabis decriminalization or legalization, feeding the current debate on this issue. However few of them are aware that any policy of legalization should be accompanied with appropriate social and structural interventions towards people (small-time dealers and their families) who have survived thanks to cannabis trafficking or towards people at risk of becoming drug dealers because of lack of other opportunities.

Marijuana legalization in North America is a major example in terms of implementation and effects. Legalization has sometimes been accompanied with several social and structural interventions for people or families previously involved in or surviving thanks to cannabis trafficking. Some of these interventions were already promoted prior to legalization to reduce drug trafficking involvement of the most vulnerable groups. However little is known about the range of such interventions, their nature, how they were implemented and to what extent they were effective in preventing involvement in drug trafficking and facilitating social insertion.

We would like to make a call for collaborative research in order to perform an analysis of initiatives targeting communities at risk of drug trafficking involvement, existing in France (e.g. training and employment of young people living in low-income urban areas), the US (e.g. increase in social services like afterschool programs) and any other country which may be interested. The aim of such collaborative research would be to compare interventions in terms of outcomes (including costs), replaced in local contexts, and analyze how and to what extent they might be transferred / adapted to the French context so as to accompany the legalization process.

Ivana Obradovic : « De la prohibition à la régulation. Focus sur les trois États pionniers de la légalisation du cannabis (Colorado, État de Washington, Uruguay) »

Au-delà des expériences connues de dépénalisation de la détention de petites quantités de cannabis « récréatif » ou d'autorisation du cannabis « médical », des initiatives inédites de régulation d'un marché légal du cannabis ont vu le jour depuis 2012 outre-Atlantique. Conçues comme des expérimentations sociales, celles-ci posent des questions inédites. Comment construire de toutes pièces une politique publique efficace encadrant le cannabis afin d'assurer un contrôle renforcé de l'offre et lutter contre le marché noir ? Comment prendre appui sur la légalisation pour renforcer la prévention des usages ? Comment mesurer l'impact de ces politiques et les éventuels reports sur d'autres consommations (alcool, tabac, autres) ?

A partir de données empiriques et d'observations sur site collectées au cours d'une recherche pluriannuelle (2017-2017) menée par l'OFDT et l'INHESJ (Cannalex), cette contribution compare les processus de réforme, les conditions effectives de régulation et les premiers effets des réformes mises en place dans les trois premiers Etats du monde qui ont ouvert un marché légal du cannabis : Colorado et Etat de Washington (aux Etats-Unis) et Uruguay. Elle propose une typologie des schémas de régulation et pointe les différences d'enjeux et de problématiques soulevés dans les trois Etats. Alors que l'approche étasunienne « à visée commerciale » a rapidement généré des revenus fiscaux considérables et donné lieu à une filière industrielle pourvoyeuse d'emplois et de croissance, la régulation « étatiste » développée en Uruguay s'est heurtée à d'importantes difficultés de mise en place et des attermoissements. En outre, l'accompagnement par les pouvoirs publics s'est révélé fort différencié.

En 2018, avec l'entrée en vigueur de la légalisation du cannabis en Californie et au Canada, l'enjeu va encore changer d'échelle : ces évolutions présagent de transformations sur le marché global des drogues mais aussi en matière de droit international des stupéfiants et de relations politico-diplomatiques entre États.

Renaud Colson : « La légalisation du cannabis récréatif au Canada »

16h10-16h20 : *pause café*

16h20-17h30 :

Andrés López Velasco : « Usos licitos y mercados para cannabis, hoja de coca y amapola en Colombia : rompiendo los desbalances y el estigma bajo el enfoque de la UNGASS 2016 »

Colombia no busca legalizar ninguna droga. Las convenciones internacionales de estupefacientes y psicotrópicos, antes que definir la absoluta prohibición de la hoja de coca y el cannabis, definen un marco para el uso lícito de estas plantas, que es equivalente al existente para la amapola y el opio. No obstante, la estigmatización sobre estas drogas ha llegado a tal punto, que por décadas se ha frenado la investigación sobre posibles aplicaciones medicinales e industriales, pese al conocimiento y usos ancestrales existentes.

La producción lícita de amapola, opio, morfina y otros analgésicos es un importante sector industrial en países como Australia y Francia, para la manufactura de medicamentos considerados como esenciales por la OMS, que se importan, exportan y usan en prácticamente todo el mundo, no obstante, la coexistencia con la producción ilegal que existe de morfina y heroína.

Colombia también observa la necesidad de admitir las investigaciones y generación de conocimiento acerca de los potenciales usos lícitos que pueda tener la hoja de coca, como los puede tener cualquier otro estupefaciente. Cabe anotar aquí que la evidencia y la jurisprudencia constitucional en nuestro país señala que no puede dársele igual tratamiento a la hoja de coca que a la cocaína. De hecho, no existen pruebas

científicas de que la hoja de coca en sí misma pueda generar dependencia o prestarse para abuso, mucho menos los medicamentos tradicionales como tisanas. Esto sin dejar de reconocer que la hoja de coca representa el insumo más importante y el único verdaderamente irremplazable para la producción ilícita de cocaína.

En conclusión, las recomendaciones operacionales de la UNGASS y la evidencia científica marcan un derrotero para que las políticas de drogas cumplan su propósito de proteger la salud y bienestar de la población para lo cual resulta fundamental eliminar estigmas a los usos lícitos que las convenciones de drogas han contemplado desde sus orígenes.

Raquel Peyraube : « La regulación del cannabis en Uruguay: seguridad, salud pública y derechos »

El 20 de diciembre de 2013 la ley de regulación lícita del cannabis fue promulgada por el Presidente de la República, convirtiendo a Uruguay en el primer país en el mundo que legaliza el Cannabis para todos los usos como producto de un proceso parlamentario nacional. El proceso de legalización del cannabis tiene una doble importancia. De una parte es un proceso política, sanitaria y socialmente trascendente en la medida que regula el mercado de la sustancia psicoactiva de tráfico ilícito de uso adulto y recreativo más consumida en el mundo. Pero también tiene importancia por tratarse de un proceso del que aprender de cara al futuro si pensamos en una reforma profunda de las políticas de drogas como respuesta al escandaloso fracaso de las vigentes. Es el primer ensayo de cambio de estatuto de una sustancia prohibida por las convenciones internacionales a sustancia lícita y en cuya legalización se reconocen todos sus usos: adulto, medicinal e industrial y el derecho de las persona a usarla en condiciones de seguridad jurídica y sanitaria.

Se presentará brevemente este proceso desde los antecedentes hasta la implementación de la ley, pasando por el proceso participativo de elaboración y debate de la misma que involucró a distintos sectores y que concluyó con su aprobación en el Parlamento Nacional por mayoría simple. Igualmente, se señalarán sus objetivos y contenidos más importantes, así como las agencias gubernamentales que la ley responsabiliza para la implementación.

Finalmente se presentarán algunos de los resultados de la investigación Monitor Cannabis Uruguay que estamos llevando a cabo en la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de la República con el objetivo de monitorear la implementación de la ley y evaluarla como herramienta política. Por un lado se comentarán algunas dificultades del proceso de implementación y sus consecuencias. Y por otro, en la medida que la regulación del cannabis en Uruguay tiene objetivos de salud pública, seguridad y aplicación de la justicia, se mostrarán algunos datos que reflejen estos tres ejes fundamentales de la política. En conjunto, se pretende mostrar que la regulación del cannabis de uso adulto no ha generado alguno de sus males más temidos, como ser aumento descontrolado del consumo o el aumento de efectos adversos por intoxicación, pero también que para tener buenos resultados, es tan importante contar con una buena ley como con una buena implementación.

17h30-18h : *discussion collective*

Conclusion et perspectives

18h-18h30 : *conclusion*

Franco Bartolacci : « Présentation du deuxième colloque international "Drogues et Politiques dans les Amériques", Rosario, Argentine, 2020 »

Pot final

Comité d'organisation :

Mariana Broglia de Moura, TEPSIS/CMH-EHESS
Chiara Calzolaio, IRIS-EHESS
Anne Coppel, présidente AFR
Sabine Guez, IRIS-EHESS
Edgardo Manero, Mondes Américains, CNRS-EHESS
Alessandro Stella, CRH, CNRS-EHESS

Avec le soutien de :

Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
Centre de recherches historiques (CRH)
Centre Maurice Halbwachs (CMH)
École des Hautes Études en Sciences Sociales
(EHESS)
Fondation Argentine - Cité Internationale
Universitaire de Paris
Institut de Recherches Interdisciplinaires sur les
enjeux Sociaux (IRIS)
Institut des Amériques (IdA)
Maison de l'Amérique latine (MAL)
Mondes Américains

Contacts :

vuckovic@ehess.fr
droguespolitiques2018@gmail.com

Liste des intervenants (par ordre alphabétique) :

Deborah Alimi, politiste, CESSP, Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Ignacio Alvarado, journaliste, directeur adjoint de Newsweek en Espagnol (Mexique)
Adam Baird, sociologue, Peace and Conflict Studies, Université de Coventry (UK)
Franco Bartolacci, Doyen de la Faculté de Science politique et Relations internationales, Université Nationale de Rosario, Argentine
Lorenza Biancarelli, psychologue, Université Paris Diderot
Matthew Bishop, chercheur en politiques internationales, University of Sheffield (UK)
Adèle Blazquez, anthropologue, IRIS-EHESS
Lucas Endrigo Brunozi Avelar, historien, Université de Sao Paulo (Brésil)
Charles Capela, historien, Université de Lyon 2
Henrique Carneiro, historien, NEIP, Universidade de São Paulo (Brésil)
Patrizia Carrieri, biostatisticienne, INSERM, ORS-PACA
Renaud Colson, juriste, Université de Nantes
Julio Delmanto, historien, NEIP, Universidade de São Paulo (Brésil)
François-Xavier Dudouet, sociologue, CNRS, IRISSO Université Paris Dauphine
Andrés Góngora, anthropologue, PPGAS, Museu Nacional, Universidade Federal do Rio de Janeiro - CES, Departamento de Antropología, Universidad Nacional de Colombia
Thomas Grillot, historien, CNRS, Mondes américains-CENA EHESS

Silvia Inchaurrega, psychologue, directrice du “Centro de Estudios Avanzados en Drogadependencias y SIDA CEADS”, Universidad Nacional de Rosario (Argentine)

Marie-Esther Lacuisse, politiste, CERIC, Université Aix/Marseille

Sara León-Spesny, anthropologue, IRIS-EHESS

Andrés López Velasco, chimiste, directeur du “Fondo Nacional de Estupefacientes” (Colombie)

Anaís Medeiros Passos, politiste, CERI-Sciences Po

Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) et chercheuse associée au CESDIP (Centre de Recherches sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales, UMR 8183), Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines.

Romain Paumier, sociologue, Université du Québec à Montréal (Canada)

Raquel Peyraube, médecin, président de la Sociedad Uruguaya de Endocannabinología (SUEN) et chercheuse à Monitor Cannabis Uruguay, Université de la République (Uruguay)

Anne Philibert, sociologue, Université de Genève (Suisse)

Luís Rivera Vélez, politiste, CERI, Sciences Po

Andrés Rolandelli, sociologue, directeur du “Observatorio de Violencia Urbana y Seguridad”, Universidad Nacional de Rosario (Argentine)

Bertha Zangroniz Calvo, pharmacologue, BioCubaFarma (Cuba)